

<https://www.pressegauche.org/Les-elections-municipales-a-Montreal-un-point-de-vue-de-gauche>



Les élections municipales à Montréal, un point de vue de gauche

- Politique québécoise - Municipalités et régions -



Date de mise en ligne : mardi 19 octobre 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

On est au milieu d'une campagne électorale à Montréal pour la mairie et le conseil municipal qui semble être une répétition de la dernière campagne, avec un Denis Coderre rebaptisé qui défie Valérie Plante. Balarama Holness est à la tête d'une troisième équipe, le Mouvement Montréal. Et au niveau des arrondissements, plusieurs partis locaux se disputent des postes. Eric Shragge , Jason Price, Mostafa Henaway sont les co-auteurs de *La politique urbaine à Montréal : Guide des citoyen.ne.s* ,Black Rose Books, 2021

Il y a beaucoup en jeu dans cette élection, à la fois pour répondre aux conditions d'avant la pandémie et pour réparer ses conséquences. Il y a urgence pour l'avenir de la ville et de la planète. Les défis fondamentaux sont le changement climatique, les inégalités socio-économiques et sociales, y compris de race et de genre, et la nécessité de construire une véritable démocratie urbaine.

Tant les partis en compétition que les autres candidat.e.s qui se présentent doivent être mises au défi de répondre à ces problèmes. Les leçons importantes de notre livre nous amènent à examiner l'interaction entre les structures et le contexte spécifique qui façonnent les problèmes et les options, ainsi que l'action des citoyennes et des citoyens dans leurs quartiers, dans les lieux de travail, ainsi que dans les mouvements sociaux qui luttent pour leurs revendications.

Le pouvoir inégal

Le pouvoir est inégalement partagé. Une part importante est entre les mains du capital privé, lui permettant de façonner le paysage urbain. Cependant, les chapitres de notre livre démontrent le contre-pouvoir que les syndicats, les organisations communautaires et les mouvements sociaux peuvent exercer pour contester le processus de développement capitaliste, force dominante qui façonne la ville.

Pour s'orienter face aux élections, il faut examiner les contraintes auxquelles est confrontée toute administration municipale, quelles que soient son idéologie et ses politiques. Il y a des barrières structurelles profondément ancrées qui façonnent les possibilités et créent des limites au sein desquelles les administrations sont obligées à agir.

Le pouvoir des gouvernements municipaux est très limité, et les forces dominantes qui façonnent la ville sont à l'extérieur du bureau de la maire et du conseil municipal.

Il y a un nombre de facteurs qui jouent ici un rôle. La première est le fait que la propriété foncière appartient en grande partie à des particuliers et particulières. Il s'agit d'une marchandise destinée à maximiser la valeur et le profit. Et parce que la plupart des revenus de la ville viennent des impôts fonciers, plus une propriété vaut sur le marché, plus les revenus municipaux sont élevés. Cela favorise une approche dit de « ruissellement » : la ville a plus de revenus, elle peut en faire plus, et les revenus sont liés à l'augmentation de la valeur des propriétés. Cela se joue dans la période actuelle d'intense spéculation financière, l'immobilier étant une marchandise clé pour l'investissement du capital, alimentant davantage ce processus.

En second lieu, la ville est un niveau de gouvernement très subalterne et soumis aux décisions du gouvernement provincial. On pourrait offrir de multiples exemples, mais deux sont surtout frappants pour la façon dont ils façonnent la mobilité à l'intérieur de la ville : la structure Turcot, conçue pour amener le plus grand nombre possible de voiture au centre-ville et de retour à la maison, et le projet du REM comme nouveau mode de transport, financé en partie important par le privé et lié au développement immobilier. Ce projet a peu à voir avec les priorités de la ville en

matière de transport en commun. Ces projets transformeront et ont déjà transformé fondamentalement la ville, faisant fi des élu.e.s par la démocratie municipale. La ville a peu de pouvoir, et la démocratie des élections municipales est émoussée par cette réalité.

Trois approches de l'administration urbaine

C'est dans ce contexte, et sans trop nuancer, que nous présentons trois approches de l'administration municipale. En réalité, les approches se chevauchent. Mais chacune représente des directions et stratégies différentes du développement urbain.

La première est l'approche dominante. Il s'agit d'un modèle de croissance dicté par les intérêts et les objectifs du capital immobilier et financier. Dans cette approche, la ville est considérée comme un lieu d'investissement, et la terre est une marchandise pour le développement privé à la recherche de profit. De même, la ville rivalise avec d'autres villes pour attirer les investissements privés pour le tourisme (exemple, le Grand Prix). Elle investit dans les infrastructures en vue d'attirer des investissements dans de nouveaux secteurs, comme les jeux et le vidéo à Montréal.

Il y a une dimension environnementale limitée, dans la mesure où le verdissement de la ville et le développement des transports urbains sont un moyen pour attirer des investissements, mais cela à condition de ne pas créer des obstacles pour le marché privé. Ce modèle de croissance est justifié par les budgets municipaux qui sont largement basés sur l'impôt foncier. L'utilisation des sols contribue au budget de la ville. Il s'agit d'une approche dite « du ruissellement » du développement urbain : elle profiterait en théorie à tout le monde en raison de sa création d'emplois et du plus gros budget municipal. Mais il est clair qui possède le pouvoir et comment ce pouvoir est exercé.

La deuxième approche ressemble plus à la politique de Projet Montréal. Elle privilégie un programme vert et socialement progressiste mais elle joue dans les limites existantes et ne lance que des défis timides aux structures économiques et à la politique dominantes. Elle considère l'administration municipale comme un acteur qui agit indépendamment des autres organisations et forces progressistes. De plus, particulièrement dans le cas de Montréal, il existe d'énormes barrières et limites inhérentes à ces structures qui créent des obstacles à un programme progressiste.

Le gouvernement de la ville a une structure bureaucratique puissante qui dirige la ville en dépassant en effet les élu.e.s. De plus, la ville est le niveau de gouvernement qui a le moins d'autonomie. Son pouvoir d'imposer le revenu et la richesse est limité. Ainsi, par exemple, sans le financement des gouvernements provincial et fédéral, il lui est impossible de construire un nombre important de logements sociaux. Le gouvernement municipal fait ce qu'il peut dans des limites établies et dans le cadre des processus bureaucratiques/technocratiques.

Des gouvernements comme celui de Projet Montréal peuvent essayer d'adopter des politiques progressistes et de prioriser des enjeux comme les espaces verts, la mobilité collective, le logement social. Mais ils le font en s'appuyant sur des approches traditionnelles qui se limitent aux pouvoirs déjà très limités de la ville. Il s'agit donc d'une pratique administrative et bureaucratique traditionnelle dans laquelle le pouvoir est centralisé dans le bureau du ou de la maire et dans le comité exécutif.

Ce genre de gouvernement soutient qu'il équilibre les intérêts de tous et de toutes, favorisant parfois des politiques progressistes aux dépens des grands promoteur.e.s, mais cela dans un cadre de compromis et de négociation à la fois avec le secteur privé et avec les autres niveaux de gouvernement. Mais la puissance du capital financier et d'un gouvernement provincial hostile rééquilibrent sévèrement la balance vers les intérêts du développement privé et, dans le contexte actuel, vers la spéculation financière et l'étalement urbain.

Une troisième approche consiste à considérer l'administration municipale comme faisant partie d'une opposition plus large au système économique et social existant. S'emparer du gouvernement municipal est une dimension d'une remise en cause plus large de la structure de pouvoir dominante. En alliance avec les mouvements sociaux et les organismes communautaires, et en s'appuyant sur son propre parti, le gouvernement municipal cherche à devenir un véhicule d'éducation et de mobilisation populaire pour défendre des politiques et des programmes environnementaux, économiques et sociaux et pour apporter des changements auxquels vont résister les forces du capital. En s'appuyant sur ces compétences et étant soutenu par des alliés populaires, ce genre de gouvernement municipal agit en faveur d'une redistribution des biens, des services et de la richesse. Il cherche à retirer les terres du marché, à développer la ville à l'usage des citoyen.ne.s et dans le respect de l'environnement.

Cette troisième approche peut sembler trop idéaliste par rapport à ce que le gouvernement d'une ville peut faire. Mais il y a des précédents dans l'histoire de Montréal. Le FRAP (Front d'action politique) était un parti politique urbain qui s'est présenté aux élections en 1970. Il a été créé comme coalition d'organisations communautaires et syndicales et se voyait comme une tentative de construire un parti dans les quartiers populaires et qui unirait les syndicats et les organisations communautaires les plus militantes.

À la fin des années 1970, lors de son bref virage à gauche, le Mouvement des citoyennes et des citoyens de Montréal (RCM) avait comme vision une ville de conseils de quartier (le précurseur de la version édulcorée des conseils d'arrondissement qui existent maintenant), comme lieu d'alliance entre la communauté organisée et le monde du travail en vue de contester le pouvoir de la classe dominante.

Ces deux visions considéraient le gouvernement municipal comme un outil pour renforcer la puissance de la contestation locale, comme plate-forme pour contester le pouvoir de classe dominante. Il y a aussi évidemment l'histoire de comment ces visions radicales ont été écartées par des politicien.ne.s « pragmatiques » et « réformistes » qui ont assumé le leadership des partis et ont ensuite pris le pouvoir. Il est peut-être facile de rejeter cette vision radicale du gouvernement urbain comme irréaliste. Mais sans l'alliance entre les forces populaires d'opposition et le gouvernement municipal, des réformes progressistes sont au mieux difficiles, et au pire impossibles.

Dans le contexte actuel, il existe des contrastes importants entre Coderre et Plante sur la façon dont elle et lui affrontent ces défis et ces limites. Mais il y a aussi certains points communs.

Coderre dans son incarnation actuelle prétend avoir appris de ses erreurs du passé et être prêt à reprendre le leadership de la ville, guidé par de nouvelles idées. En réalité, il est toujours « l'homme de l'establishment » avec des liens étroits avec le monde des affaires, du sport et le Parti libéral. Le processus de son retour nous en dit long sur sa compréhension de la démocratie. Dès qu'il a signalé son retour, il s'est vu confier, ou il a pris, la direction de son parti Ensemble Montréal. Qui prend les décisions dans ce parti ? Les membres votent-elles et ils pour la direction, ou le font les membres élus du conseil ? Il est clair que le parti - c'est Coderre, un club privé, comme était le Parti Civique de Jean Drapeau. Compte tenu le pouvoir prononcé du maire dans la structure de la ville, Coderre représente l'approche « la ville c'est moi ! ».

Coderre peut être décrit comme meneur de claque pour la ville. Il cherche à la « mettre sur la carte » en pensant grand, en attirant des événements et des investissements. Il utilise une rhétorique progressiste, mais sans propositions concrètes, afin de masquer son attachement au marché libre et son soutien aux investissements spéculatifs. Un bon exemple est son opposition à la limitation modérée du développement de logements par l'administration actuelle dans le cadre de sa politique 20-20-20. (Le règlement « 20-20-20 » du 1er avril 1921 oblige les promoteurs immobiliers à construire des logements sociaux, abordables et familiaux : 20 % de logements sociaux, 20 % de logements abordables et 20 % de « logements familiaux » avec un minimum de trois chambres.)

En même temps, Coderre comprend les limites de l'administration municipale. Il a promu activement et avec un

certain succès l'augmentation de ses pouvoirs. Il est trop tôt pour voir comment tout cela se jouera. Mais sur la base de son passé et de la forme qu'a prise sa résurrection, on peut anticiper un soutien à une ville verte mais seulement dans la mesure où cela ne gêne pas la circulation et le stationnement et ne freine pas le développement privé et la spéculation. Il y aura aussi peu ou pas de souci pour la justice du logement, mais un appui aux habitations de haute densité sans égard à qui les occupera. Des événements à grande échelle réapparaîtront, puisque le monde aime les cirques. Les problèmes fondamentaux de pauvreté, de la pénurie de logements abordables et du pouvoir démocratique local seront absents.

En qui concerne Projet Montréal, les problèmes sont différents. Nous ne passerons pas en revue ici toutes ses réalisations et tous ses échecs, ni les détails de sa plate-forme. Il est clair que les priorités de ce gouvernement ont été l'augmentation constante d'espaces verts, l'amélioration et l'extension des transports publics et un engagement en faveur du logement social et de revenu mixte, ainsi que du soutien à des formes alternatives de développement économique, comme les économies circulaires et sociales.

Il est facile de critiquer les échecs de ce gouvernement. En même temps, nous devons reconnaître les limites du gouvernement municipal présentées ci-dessus. Il y a de nombreux défis. Mais celui dont nous voulons discuter ici, puisqu'il est central, est le rapport entre une administration municipale progressiste et les mouvements populaires locaux, sociaux et environnementaux, avec parfois, les membres de Projet Montréal poussant tous et toute pour une transformation de la ville.

Au cours de son premier mandat, l'administration du Projet Montréal s'est comportée de manière très traditionnelle - comme un gouvernement politiquement et socialement détaché de ses allié.e.s potentiel.le.s. L'administration a agi de manière très autoritaire envers les conseillers et les conseillères dissident.e.s.

Un programme politique qui veut redéfinir l'utilisation des terres, défier la spéculation et le développement privé dans le logement, placer les vélos et les piétons au-dessus des voitures, agir en faveur d'une réduction importante des émissions de carbone est directement confronté au pouvoir du secteur privé, à une grande partie des médias de masse et aux gouvernements provincial et fédéral. Sans stratégie alternative, un deuxième mandat de Projet Montréal sera confronté à des limites sérieuses.

Le Projet Montréal devrait se considérer comme parti d'opposition même s'il remporte les élections - d'opposition au pouvoirs économiques et politiques dominants. Comment l'administration municipale peut-elle augmenter son pouvoir ? Deux étapes sont nécessaires. La première étape est une renégociation des pouvoirs avec le gouvernement provincial pour donner à la ville un plus grand contrôle sur ses finances et son développement. Coderre a eu un certain succès pendant son mandat, mais sous Legault cela semble très improbable. Il s'agit donc d'un plan à plus long terme, qui apporterait la possibilité d'une démocratie locale plus significative.

En attendant, probablement longtemps, l'administration municipale doit nouer des alliances avec la base populaire, y compris les organisations de logement, de l'environnement et de justice sociale. Elle doit soutenir leurs revendications et mobiliser en cause commune autour des enjeux fondamentaux de notre temps. Ce processus sera un de tension, mais le gouvernement municipal peut faire partie d'un contre-pouvoir.

Un exemple d'échec est la décision controversée prise par Plante de fermer partiellement le chemin Camilien Houde sur le Mont Royal. C'était un échec en grande partie à cause des pressions des chauffeur.e.s et des médias dominants. Sans entrer dans une discussion sur le fond de l'affaire, ce qui n'a pas été fait, c'est mobiliser à la fois les groupes extra-parlementaires soutenant la réduction de l'automobile et l'expansion des espaces verts et les membres du parti dans les associations locales pour défendre la décision et pour soutenir le verdissement de la montagne.

Il est trop tôt pour situer le Mouvement Montréal et Balarama Holness. Ils ont pris des positions progressistes, comme la proposition de prendre de l'argent aux budgets de la police et l'engagement de construire des logements sociaux. Cependant, il est facile de faire des promesses si on ne dit pas comment on va les réaliser, comment on obtiendra les ressources pour le faire et le soutien des niveaux supérieurs de gouvernement.

Mais cela s'applique à tous les partis. Car la période électorale ressemble parfois à une compétition pour promettre plus sans expliquer comment les promesses vont être livrées. Dans le cas de Holness, il manque aussi une structure de parti claire et de responsabilités envers ses membres. Les intérêts de qui sont représentés ? Comme dans le cas de Coderre, le leader semble avoir un pouvoir absolu au sein du parti.

Les élu.e.s ont tendance à s'isoler et une fois élu.e.s. Elles et ils croient que leur « mandat » est toute l'autorité qu'il faut. Il n'y a aucune analyse du cadre plus large du pouvoir. Il n'y a pas de pratique de construction et de maintien d'une base de pouvoir plus large entre les élections, pas de considération du rôle que peuvent jouer des allié.e.s pour soutenir les changements progressistes.

Cette erreur trahit non seulement une méconnaissance du fonctionnement du pouvoir dans la Ville de Montréal, mais aussi une grave erreur de stratégie électorale. Avec la nouvelle plate-forme de Projet Montréal, les intérêts privés, tels que les spéculateur.e.s et les promoteur.e.s immobilier.e.s, les commerçant.e.s, l'establishment politique et les médias s'opposeront aux tentatives de limiter le développement privé, de ralentir la circulation automobile, d'utiliser les ressources publiques pour la redistribution aux populations à faible revenu, de restreindre l'action des développeurs, etc.

Sans une compréhension de la façon dont le pouvoir fonctionne et de qui sont les allié.e.s, le changement progressiste et la réforme urbaine ne seront pas possibles. La consultation et la construction d'alliances avec les allié.e.s et la constitution d'une large base populaire sont la clé pour faire avancer la ville.

Mais parallèlement, les organisations communautaires et les mouvements sociaux doivent s'organiser, coordonner leurs revendications et se concentrer sur la mairie. Sans un processus ascendant d'en bas et une stratégie délibérée à la mairie pour construire une alliance d'opposition, quelle que soit l'intention des élu.e.s, les puissances dominantes l'emporteront.